

Pour un foot sans hijab

L'information est presque passée inaperçue : la Fédération internationale de football association (Fifa) a décidé de radier l'équipe de football féminine d'Iran de la liste des participants aux Jeux Olympiques de la Jeunesse qui auront lieu à Singapour en août. L'exigence iranienne du port du hijab pour ses joueuses est la cause de cette exclusion, un des articles du règlement général de la Fifa spécifie que « *l'équipement de base nécessaire ne peut inclure aucun signe équivalent à une affirmation d'ordre politique religieux ou personnel* ». Inutile de dire que cette décision a provoqué des réactions virulentes chez les officiels à Téhéran qui l'auraient qualifiée d'« *anti-démocratique, d'entrave à la progression des femmes, d'atteinte aux droits fondamentaux des musulmans* ». Or, elle est tout le contraire de cela. C'est un acte de bon sens et une marque de courage. La Fifa passant outre les appels du Comité olympique iranien et du Comité international olympique (CIO), signifie ainsi son adhésion à l'idéal de la Charte de l'Unesco pour qui le sport est le « *langage universel par excellence* ». La Fifa a dû.

Le CIO semble avoir oublié que la règle 51 de sa propre Charte, stipule qu'« *aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique* ». Oubli pour les Jeux Olympiques d'Atlanta en 1996, avec l'arrivée d'une tireuse iranienne voilée. Oubli face à l'épidémie de voiles islamiques en 2008 à Pékin (quatorze délégations avec des femmes voilées !). Mais sévère rappel à l'ordre pour les athlètes français qui voulaient porter un badge avec la mention « *pour un monde meilleur* ». La Ligue du droit international des femmes fut alors la seule ONG à dénoncer le « *double langage du président du CIO, Jacques Rogge* ».

Le stade Olympique est ainsi devenu l'enjeu d'un combat de géants qui n'a rien à voir avec le sport. Il s'agit de proclamer, dans l'enceinte la plus médiatisée au monde, la légitimité du relativisme culturel et la suprématie de la loi religieuse islamique qui impose l'invisibilité du corps des femmes dans l'espace public. Accepter ces conditions c'est trahir la Marocaine Nawal el-Moutawakel, première médaillée d'or d'Afrique en 1984 aux JO de Los Angeles ou encore l'Algérienne Hassiba Boulmerka qui, en 1992 à Barcelone, malgré les menaces des islamistes, rapporta à l'Algérie sa première médaille d'or. Au nom d'une compassion mal placée, revenir sur la décision de la Fifa et accepter la présence de femmes voilées serait porter un coup fatal à celles qui refusent de mêler sport et religion et refusent l'humiliation d'un signe d'infériorité imposé par les pires dictatures.

Le monde du sport est aujourd'hui à un tournant de son histoire. A travers les JO, c'est une conception des droits de la personne qui se joue. Le Comité iranien promet de mobiliser l'ensemble du monde musulman contre la Fifa. Les pressions vont donc se multiplier. Voilà pourquoi il est essentiel que toutes les fédérations sportives internationales soutiennent la Fifa et fassent basculer le CIO en faveur du respect des règlements sportifs, indépendamment des exigences religieuses. L'histoire nous a montré que la liberté se gagne aussi à travers le sport.

Annie Sugier

Présidente de la LDIF